publics, a toujours été en veneration, même chez les Nations barbares: ce respect & cette consideration renfermés dans le droit des Gens, s'étend non seulement sur la personne de ces Ministres, mais aussi sur celle de leurs Maisons, Officiers, Domestiques & équipages: on pourroit citer plusieurs exemples, pour convaincre de cette verité ceux qui la revoqueroient en doute; mais on se contentera de rapporter en abrégé la resolution prise par les Etats d'Hollande le 29. Mars 1651. En voici les termes.

COMME ainsi soit, que suivant le droit des Gens, & même des Nations barbares, les personnes des Ambassadeurs, Residens, Agents & autres semblables Ministres publics, des Rois, Princes & Republicques, soient tenuës par tout en une si haute consideration, qu'il n'y a personne, quelle qu'elle puisse être, qui les ose offenser, lezer ou endommager; mais au contraire, qu'ils sont en possession d'être respectez, & hautement considerez d'un chacun. Nous avons trouvé bon d'ordonner bien expressément; par cette nôtre Déclaration, de statuer & défendre bien severement, ainsi que nous ordonnons, statuons & défendons par les Presentes: Que personne, de quelque Nation, état, qualité ou condition qu'elle puisse être, n'offense, endommage, greve, ou fasse insulte ou injure, directement ou indirectement, en quelque façon ou maniere que ce puisse être, les Ambassadeurs, Residens, Agens, ou autres Ministres des Rois, Princes, Repu-

*Resolution
ou Regle-
ment en l. n^r
favor.*